

pays non signataires, dont le Brésil, l'Argentine, l'Algérie, l'Inde, le Pakistan et Israël à faire de même.

Il ne faut pas oublier, toutefois, que l'Iraq, qui avait signé le traité, a continué malgré tout pendant des années de développer un programme secret d'armes nucléaires.

Le deuxième point consiste donc à mettre un terme à la fraude.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne est un organisme des Nations Unies dont le rôle est de veiller à ce que les signataires du TNP se conforment aux garanties visant à empêcher l'utilisation de matériel nucléaire pour la fabrication d'armes.

Le problème est que seules les centrales nucléaires officielles sont inspectées. Les centrales secrètes demeurent secrètes. Les pays le plus souvent inspectés sont ceux qui méritent le moins de l'être, à savoir le Japon, l'Allemagne et le Canada.

Il nous faudrait créer un système d'inspections par mise en demeure, pour lesquelles on pourrait, au besoin, avoir recours à l'autorité du Conseil de sécurité.

Pour ce faire, l'AIEA devra augmenter le nombre d'inspecteurs, ce qui entraînera un accroissement des dépenses. Mais le Canada est prêt à payer. Car n'oublions pas que le Canada, tout au début de l'après-guerre, avait les moyens fondamentaux de mettre au point des armes nucléaires. Nous avons choisi, alors, de ne pas le faire et nous nous y refusons encore aujourd'hui. Nous prions instamment les autres États d'en faire autant.

Troisièmement, les pays qui peuvent fournir du matériel, de la technologie et des connaissances devraient faire l'objet de contrôles plus rigoureux.

D'une part, les fournisseurs devraient se soumettre aux garanties généralisées de l'AIEA. D'autre part, l'adhésion au TNP devrait, à mon avis, être obligatoire.

Il est également impérieux de renforcer le régime de contrôle de la technologie relative aux missiles.

Quatrièmement, nous devons mettre au point des régimes pour la paix et la sécurité régionales afin de créer une base politique facilitant l'adhésion au TNP des pays qui n'en sont pas signataires.

C'est ce qui se passe actuellement au Brésil et en Argentine.

En Europe, le sommet d'Helsinki qui réunira en juillet les 48 membres de la CSCE - nos deux pays nord-américains, 46 États